

2° les fonctionnaires et contrôleurs commissionnés du service Inspection de l'Administration de la Réglementation du Ministère des Classes moyennes.

Art. 2. L'arrêté royal du 13 juin 1973 pris en exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulante et désignant les fonctionnaires et agents chargés de veiller à l'application de cet arrêté est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 10 août 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques,
Ph. MAYSTADT

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
G. MUNDELEER

2° de aangestelde ambtenaren en controleurs van de dienst Inspectie van de Administratie voor de Reglementering van het Ministerie van Middenstand.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 13 juni 1973, genomen in uitvoering van het koninklijk besluit nr. 82 van 28 november 1939 houdende reglementering van de leurhandel en houdende aanduiding der ambtenaren en agenten gelast te waken over de toepassing van dit besluit, wordt opgeheven de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 3. Onze Minister van Economische Zaken, Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 10 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken,
Ph. MAYSTADT

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,
G. MUNDELEER

F. 87 — 2146

11 AOUT 1987. — Arrêté royal déterminant les marchandises ne pouvant faire l'objet d'une activité ambulante et fixant les conditions et limites à l'exercice des activités ambulantes

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes et notamment l'article 4;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Marchandises ne pouvant pas faire l'objet d'une activité ambulante*

Article 1er. § 1er. Ne peuvent faire l'objet d'une activité ambulante :

- 1° les produits pharmaceutiques, les drogues et les plantes médicinales;
- 2° les appareils médicaux ou orthopédiques, y compris notamment les bandages herniaires, les appareils de massage, les appareils pour malentendants, les appareils d'électrothérapie;
- 3° les articles d'optique et de lunetterie;
- 4° les métaux précieux et les objets fabriqués au moyen de ceux-ci, les pierres précieuses et semi-précieuses, les perles véritables, y compris les perles de culture;
- 5° les armes et les munitions;
- 6° les boissons spiritueuses;
- 7° les articles dont la vente est interdite par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

§ 2. Par dérogation au § 1er, la vente sur les marchés publics des produits visés au § 1er, 3°, 4° et 5°, pourra être autorisée aux personnes exerçant un commerce sédentaire de détail en antiquité et brocante. En cas de cessation de ce commerce, l'autorisation sera retirée.

Art. 2. Ne peuvent faire l'objet d'une activité ambulante de porte à porte et sur la voie publique :

- 1° les appareils électriques et leurs accessoires, autres que les appareils électroménagers, les appareils radioélectriques et leurs accessoires, les lampes à incandescence;
- 2° les bijoux d'imitation;
- 3° les produits textiles, quelle que soit la nature de la fibre, les vêtements et le linge;

N. 87 — 2146

11 AUGUSTUS 1987. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de koopwaar welke niet het voorwerp mag zijn van een ambulante activiteit en tot bepaling van de voorwaarden en beperkingen voor het uitoefenen van de ambulante activiteiten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Goederen welke niet het voorwerp mogen zijn van een ambulante activiteit*

Artikel 1. § 1. Mogen niet het voorwerp zijn van een ambulante activiteit :

- 1° farmaceutische producten, drogerijen en geneeskrachtige planten;
- 2° medische of orthopedische apparaten, inzonderheid met inbegrip van breukbanden, massagetoestellen, hoorapparaten en apparaten voor elektrotherapie;
- 3° optische artikelen en brillenmakersartikelen;
- 4° edele metalen en voorwerpen met behulp daarvan vervaardigd, edelgesteenten en halfedelstenen, echte parels, met inbegrip van gekweekte parels;
- 5° wapens en munitie;
- 6° geestrijke dranken;
- 7° artikelen waarvan de verkoop verboden is krachtens andere wettelijke of reglementaire bepalingen.

§ 2. In afwijking van § 1 kan machtiging tot verkoop op de openbare markten van de in § 1, 3°, 4° en 5°, bedoelde producten worden verleend aan personen die een sedentaire kleinhandel in antiquiteiten en rareiteiten uitoefenen. Bij stopzetting van die handel wordt de machtiging ingetrokken.

Art. 2. Mogen niet het voorwerp zijn van een ambulante activiteit huis aan huis en op de openbare weg :

- 1° elektrische toestellen en toebehoren, uitgezonderd elektrische huishoudelijke toestellen, radio-elektrische toestellen en toebehoren; gloeilampen;
- 2° namaakjuwelen;
- 3° textielproducten, ongeacht de aard van de vezel, kledingstukken en linnengoed;

- 4° les articles de cuir;
- 5° les chaussures, les produits destinés à les fabriquer et à les réparer;
- 6° les pelleteries;
- 7° les articles de maroquinerie, quelles que soient les matières premières ayant servi à les fabriquer;
- 8° les articles d'horlogerie;
- 9° les articles pour fumeurs.

Art. 3. Ne peuvent faire l'objet d'une activité ambulante de porte à porte :

- 1° les semences et les plantes;
- 2° le vin, les produits d'épicerie et les denrées coloniales;
- 3° les produits de la boulangerie, de la pâtisserie et de la confiserie;
- 4° la viande fraîche, les préparations de viandes et les viandes préparées, surgelées ou non;
- 5° les objets détériorés par l'usage.

CHAPITRE II

Conditions d'exercice de l'activité ambulante

Art. 4. L'autorisation ne peut être accordée :

- 1° pour exercer l'activité ambulante pour compte personnel et en nom personnel, en qualité de personne chargée de la gestion journalière d'une société ou en qualité d'intermédiaire indépendant lorsque l'intéressé n'a pas atteint l'âge de 21 ans;
- 2° pour exercer l'activité ambulante en qualité d'aïdant ou de salarié, lorsque l'intéressé n'a pas atteint l'âge de 16 ans.

Art. 5. L'autorisation d'exercer une activité ambulante peut être refusée, après consultation des parquets, à ceux qui ont encouru une condamnation pénale coulée en force de chose jugée, à l'exclusion des condamnations à des peines de police.

Art. 6. § 1er. Toute personne désirant exercer une activité ambulante dans un domaine réglementé, en exécution de la loi du 15 décembre 1970, sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, ne pourra, si elle est soumise à cette réglementation, obtenir l'autorisation que si elle satisfait aux dispositions réglementaires régissant ce type d'activité.

§ 2. Toute personne désireuse d'exercer une activité ambulante concernant la viande, les préparations de viande et les viandes préparées, ainsi que le poisson frais, ne pourra obtenir l'autorisation que si elle satisfait aux dispositions réglementaires régissant ce type d'activité.

CHAPITRE III

Limitations à l'exercice de l'activité ambulante

Art. 7. § 1er. Les interdictions prévues aux articles 1er et 2 de cet arrêté s'appliquent aussi à la vente des marchandises détériorées par l'usage ou d'occasion, sauf ce qui est prévu à l'article 1er, § 2.

§ 2. Les personnes détentrices d'une autorisation d'activité ambulante valable pour les marchandises détériorées par l'usage ou d'occasion, ne peuvent exercer une activité ambulante portant sur les marchandises neuves. De même, celles autorisées à exercer une activité ambulante portant sur des marchandises neuves, ne peuvent exercer une activité ambulante portant sur des marchandises détériorées par l'usage ou d'occasion.

Art. 8. L'activité ambulante exercée de porte à porte est interdite durant les mois d'octobre à février, avant 8 heures et après 17 heures; durant les mois de mars et d'avril, avant 8 heures et après 19 heures; durant les mois de mai à septembre, avant 8 heures et après 20 heures.

Art. 9. A la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 18 décembre 1939 réglant l'exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulante et les arrêtés qui le modifient;

2° l'arrêté royal du 16 octobre 1951 réglant l'exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulante et les arrêtés qui le modifient.

- 4° lederwaren;
- 5° schoenen, produkten bestemd voor het vervaardigen of herstellen van schoenen;
- 6° pelterijen;
- 7° marokijnwaren, welke ook de grondstof zij waaruit zij zijn vervaardigd;
- 8° horlogemakersartikelen;
- 9° rookartikelen.

Art. 3. Mogen niet het voorwerp zijn van een ambulante activiteit huis aan huis :

- 1° zaden en planten;
- 2° wijn, kruidenierswaren en koloniale waren;
- 3° brood- en banketbakkersprodukten en suikerwaren;

4° vers vlees, vleesbereidingen en bereide vleeswaren, al dan niet diepgevroren;

5° door het gebruik gesleten voorwerpen.

HOOFDSTUK II

Voorwaarden voor het uitoefenen van de ambulante activiteit

Art. 4. Machtiging mag niet worden verleend :

- 1° tot het uitoefenen van de ambulante activiteit voor eigen rekening en in eigen naam, als persoon belast met het dagelijks beheer van een vennootschap of als zelfstandig tussenpersoon indien de betrokkene de leeftijd van 21 jaar niet heeft bereikt;
- 2° tot het uitoefenen van de ambulante activiteit, als helper of als loontrekkende, indien de betrokkene de leeftijd van 16 jaar niet heeft bereikt.

Art. 5. Machtiging tot het uitoefenen van een ambulante activiteit kan, na raadpleging van de parketten, worden geweigerd aan degenen die een veroordeling tot straf hebben gekregen welke in kracht van gewijsde is gegaan, met uitsluiting van veroordelingen tot politiestrafen.

Art. 6. § 1. Iedereen die een ambulante activiteit wenst uit te oefenen op een gebied dat gereguleerd is ter uitvoering van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, kan, indien hij is onderworpen aan deze reglementering, slechts machtiging bekomen indien hij voldoet aan de reglementaire bepalingen betreffende dit type van activiteit.

§ 2. Iedereen die een ambulante activiteit wenst uit te oefenen die betrekking heeft op vlees, vleesbereidingen en bereide vleeswaren, alsook verse vis, kan slechts de machtiging bekomen indien hij voldoet aan de reglementaire bepalingen betreffende dit type van activiteit.

HOOFDSTUK III

Beperkingen inzake de uitoefening van de ambulante activiteit

Art. 7. § 1. De verbodsbepalingen vervat in de artikelen 1 en 2 van dit besluit zijn eveneens van toepassing op de verkoop van door het gebruik gesleten voorwerpen en van tweedehandsartikelen, behoudens het bepaalde in artikel 1, § 2.

§ 2. De personen die houder zijn van een machtiging tot het uitoefenen van een ambulante activiteit waarbij door het gebruik gesleten voorwerpen dan wel tweedehandsartikelen betrokken zijn, mogen geen ambulante activiteit uitoefenen waarbij nieuwe koopwaar betrokken is. Op dezelfde wijze mogen zij die gemachtigd zijn een ambulante activiteit uit te oefenen waarbij nieuwe koopwaar betrokken is, geen ambulante activiteit uitoefenen waarbij door het gebruik gesleten voorwerpen dan wel tweedehandsartikelen betrokken zijn.

Art. 8. De ambulante activiteit huis aan huis is verboden : van oktober tot februari, vóór 8 uur en na 17 uur; gedurende maart en april, vóór 8 uur en na 19 uur; van mei tot september, vóór 8 uur en na 20 uur.

Art. 9. De dag waarop dit besluit in werking treedt, worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 18 december 1939 waarbij de tenuitvoerlegging wordt geregeld van het koninklijk besluit nr. 82 d.d. 28 november 1939, houdende reglementering van de leurhandel, en de besluiten die het wijzigen;

2° het koninklijk besluit van 16 oktober 1951 tot regeling van de uitvoering van het koninklijk besluit nr. 82 van 28 november 1939 houdende reglementering van de leurhandel, en de besluiten die het wijzigen.

Art. 10. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 11 août 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre des Classes moyennes,
J. BUCHMANN

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,
G. MUNDELEER

Art. 10. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 11 augustus 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Middenstand,
J. BUCHMANN

De Staatssecretaris voor Middenstand,
G. MUNDELEER

F. 87 — 2147

6 AOUT 1987

Arrêté royal déterminant des dérogations à l'interdiction de certaines activités ambulantes

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 août 1986, relative à l'exercice des activités ambulantes, notamment l'article 2, § 4;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Sur la proposition de Notre Ministre des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'interdiction portée par l'article 2, § 4, de la loi du 13 août 1986 relative à l'exercice des activités ambulantes ne s'applique pas :

1^o aux ventes de fleurs effectuées dans les hôtels, les restaurants et les cafés;

2^o aux ventes de vêtements d'occasion organisées par les centres publics d'aide sociale ou les organismes de bienfaisance agréés par l'autorité communale, aux endroits et locaux désignés par cette autorité;

3^o aux ventes de confiserie, de cigarettes, de boissons, de livres, de cassettes et de disques, effectuées par le personnel des salles de spectacle et de représentation dans ces salles et à l'occasion des spectacles et représentations;

4^o aux ventes organisées par un commerçant immatriculé au registre du commerce pour une activité de production ou de transformation, en dehors des établissements affectés à ces activités, à condition :

a) qu'elles se justifient en raison d'un sinistre, par la nécessité d'écouler les stocks de marchandises;

b) qu'elles s'effectuent en une seule opération, au même endroit, pendant une période et un nombre de jours déterminé sans discontinuité, sauf les dimanches et jours fériés;

c) qu'une demande d'autorisation accompagnée d'une déclaration préalable contenant les informations permettant de vérifier la réalisation des conditions prévues au b soit effectuée auprès du Ministre des Classes moyennes.

Cette demande sera accompagnée d'une attestation établie par le bourgmestre et portant sur la réalité et l'importance du sinistre.

La vente ou l'offre en vente pourra se dérouler trente jours après la demande, moyennant affichage soit de l'autorisation, soit de la copie de la déclaration et de l'attestation visées sous c sauf décision de refus du Ministre des Classes moyennes ou de son délégué, envoyée par lettre recommandée à la poste.

Art. 2. L'arrêté royal du 22 avril 1974 portant certaines dérogations à l'interdiction de ventes itinérantes est abrogé à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

N. 87 — 2147

6 AUGUSTUS 1987

Koninklijk besluit tot vaststelling van de afwijkingen op het verbod van bepaalde ambulante activiteiten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten, inzonderheid op artikel 2, § 4;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Op de voordracht van Onze Minister van Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het verbod opgelegd in artikel 2, § 4, van de wet van 13 augustus 1986 betreffende de uitoefening van de ambulante activiteiten is niet toepasselijk op :

1^o de verkoop van bloemen in hotels, restaurants en cafés;

2^o de verkoop van tweedehandskleding, welke door openbare centra voor maatschappelijk welzijn of door de door de gemeentelijke overheid erkende liefdadigheidsinstellingen wordt georganiseerd op plaatsen en in lokalen welke door deze overheid zijn aangeuid;

3^o de verkoop van suikerwaren, sigaretten, drank, boeken, cassetten en platen, door het personeel van de zalen waar vertoningen en voorstellingen plaatshebben, in deze zalen, en naar aanleiding van de vertoningen en voorstellingen;

4^o de verkoop welke door een voor een productie- of transformatieactiviteit in het handelsregister ingeschreven handelaar buiten de voor die activiteiten bestemde vestigingen wordt georganiseerd, op voorwaarde dat :

a) hij ten gevolge van een ramp verantwoord is door de noodzaak de voorraad waren van de hand te doen;

b) hij geschiedt in één enkele verrichting, op dezelfde plaats, gedurende een bepaalde en ononderbroken tijd, behalve op zon- en feestdagen;

c) een aanvraag om vergunning, samen met een voorafgaande aangifte, waarin de informatie is vervat waarmee kan worden nagegaan of de in b gestelde voorwaarden zijn vervuld, wordt gericht aan het Ministerie van Middenstand.

Bij deze aanvraag wordt een attest gevoegd dat is opgemaakt door de burgemeester en dat betrekking heeft op de realiteit en op de omvang van de ramp.

De verkoop of de tekoopaanbieding mag dertig dagen na de aanvraag plaatsvinden op voorwaarde dat de vergunning dan wel een afschrift van de aangifte en van het attest bedoeld in c worden aangeplakt en, behoudens weigering, bij ter post aangetekend schrijven, van de Minister van Middenstand of van zijn gevolmachtigde.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 22 april 1974 houdende sommige afwijkingen van het verbod van reizende verkopen wordt opgeheven de dag waarop dit besluit in werking treedt.